

Pouvoir d'emprunt—Loi

M. Lapierre: Sur le budget, monsieur le Président. Son président d'association de comté, en fin de semaine, n'était pas d'accord avec le député de Lotbinière mais le député de Lotbinière a pris les ordres du premier ministre au mot. Il a dit: Il faut défendre le budget avec force, et il l'a appliqué, monsieur le Président.

M. La Salle: Avec conviction!

M. Lapierre: Avec beaucoup de conviction! Et ce que je recommanderais au caucus conservateur c'est que s'ils sont pour continuer d'essayer de faire de la vente à pression comme celle-là c'est d'au moins d'acheter une assurance-vie collective.

M. Rossi: Une grosse assurance!

M. Lapierre: Je demande surtout aux Canadiens ordinaires d'éviter d'aller directement rencontrer les députés conservateurs de ce temps-là parce qu'ils sont très nerveux. Ils savent fort bien que leur affaire n'est pas tout à fait correcte pour le monde ordinaire. Ils savent cela mais ils se sont fait dire que ce que le ministre des Finances dit, c'est aussi bon que des paroles d'Évangile. Et là ils sont nerveux et si quelqu'un vient pour les contrarier ils deviennent agressifs. Ils ont appris cela un peu de leur chef. Vous savez, chaque fois qu'il n'a pas d'argument, il crie. Monsieur le Président, je recommande aux Canadiens qui sont nettement insatisfaits de la plupart des mesures budgétaires, sauf les Canadiens riches, pour eux ne nous inquiétons pas, ils sont heureux, heureux, heureux. Mais pour les Canadiens ordinaires, je leur recommande surtout de téléphoner à leurs députés ou de leur écrire. C'est moins risqué et j'espère que cela aura autant d'effet.

Monsieur le Président, on a regardé les engagements de l'actuel premier ministre à l'époque où il était généreux, comme il le dit tout le temps, il était généreux dans ses engagements. Et au niveau des jeunes, il était censé intensifier les mesures destinées à encourager les employeurs à engager et à former des jeunes travailleurs. Il devait élargir le Programme accès-carrière, monsieur le Président. Avez-vous entendu parler de cela? Ils ont oublié cela. Il devait donner des crédits d'impôt à l'emploi remboursables. Il devait s'assurer d'avoir des mesures nouvelles de formation et de recyclage des jeunes dans les domaines techniques hautement spécialisés. Monsieur le Président, on n'a jamais entendu parler de cela. On avait même dit qu'un gouvernement conservateur améliorerait considérablement les mécanismes d'échanges d'informations grâce auxquels les jeunes peuvent apprendre l'existence des possibilités d'emplois. Cela, monsieur le Président, je les comprends de ne pas avoir rien fait dans cet engagement-là parce qu'il n'y en a pas de possibilité d'emplois, donc il n'y a pas besoin d'améliorer les mécanismes. Cela, je le lui pardonne. Mais c'est rien. Il était censé mettre en place des programmes destinés à combattre le chômage chronique qui frappe tragiquement certaines régions du Canada. Dans ces régions ils prévoyaient, et cela, vous savez, ils ont la mémoire courte, ils prévoyaient instituer des programmes communautaires de développement de l'entreprise privée. Ils voulaient surtout aider les groupes et les personnes désireux de fonder de nouvelles entreprises à régler rapidement les formalités administratives, à se trouver des marchés, à former leur main-d'œuvre et à entretenir des rapports constructifs avec les travailleurs, les éducateurs, les institutions financières de leurs localités. Monsieur le Président, tout le monde est pour la vertu et la maternité. C'est un peu

cela que le très honorable premier ministre (M. Mulroney) nous proposait au moment des élections et on s'aperçoit maintenant que ce n'étaient que des mots vides de sens dans la pratique. Aujourd'hui, on a assisté à un budget, et le projet de loi devant nous se rapporte à cela, un budget strictement destiné aux gens bien nantis, un budget qui oubliait tous les engagements et je vois le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark), je sais comment il est honnête, et je sais comment il est gêné. Mais, monsieur le Président, j'aurais préféré que ce soit sous sa gouverne qu'on ait eu un budget. Parce que je reconnaissais son intégrité. D'ailleurs, il a été tellement intègre en 1979 et son collègue, le ministre de la Justice (M. Crosbie) l'a bien dit, s'il avait été honnête comme à son époque, il n'aurait pas été élu. Le ministre de la Justice a dit: On est mieux de ne pas dire aux Canadiens ce qu'on veut faire, parce qu'on ne se fera jamais élire. C'est pour cela. Ils se sont contentés de bourrer le monde.

Les gens étaient mûrs pour le changement. Ils ont voulu nous donner une certaine rencontre avec notre modestie et, monsieur le Président, vous savez, voter conservateur, cela coûte cher. Et c'est ce que les Canadiens commencent à se dire. C'est certainement un slogan qui pourrait être très utile, monsieur le Président, pour mes amis qui ont réalisé une fois pour toutes que le gouvernement conservateur... ils ont eu beau chasser le naturel pendant la campagne électorale, dès qu'ils ont pris le pouvoir, leur naturel est revenu au galop. Et leur clientèle traditionnelle de Bay Street et les autres ont eu plus d'influence sur le ministre des Finances que Jos. Public. Et lorsque le ministre des Finances nous dit: J'ai vu du monde et ils sont d'accord avec mon Budget. Le genre de monde qu'il voit, monsieur le Président, ce n'est pas le genre de monde que moi, je rencontre.

Bien sûr, je n'ai pas les mêmes contacts dans les milieux financiers, et je ne m'en excuse pas du tout. Mais je vous dirai que les relevés qui ont été faits chez les gens ordinaires... ils ont tous réalisé que ce sont eux qui vont devoir porter l'odieux du fardeau des coupures du ministre des Finances, mais ce ne sont pas eux qui vont en profiter. Et dans ce sens-là, je trouve malheureux que les gens se rendent si rapidement compte comment cela allait leur coûter cher parce que ce gouvernement-là n'a pas de parole et dans ce sens-là, je ne lui fais même pas confiance pour dépenser cet argent-là, parce qu'on sait que cela ne va profiter qu'à une infime partie de la population, celle qui a la plus grande oreille du ministre des Finances.

Le président suppléant (M. Paproski): Questions ou commentaires.

● (1620)

[Traduction]

M. Taylor: Monsieur le Président, le député libéral qui vient de parler à déclaré que l'exonération d'impôt sur les gains de capital que propose le budget ne créerait pas d'emplois. Il ne sait pas ce qu'il dit. C'est en effet l'impôt sur les gains de capital qui a tué l'initiative chez les Canadiens. Il les a découragés d'investir et a empêché nos entreprises de se développer. Parce que nous aurons aboli cet impôt, nombreux sont les Canadiens qui auront de nouveau le goût d'investir. En investissant ainsi, ils vont créer des emplois. C'est aussi simple que cela.